



ASC 2022 en Occitanie:

Absence de négociation et déni de démocratie

La CFDT, le SNU et la CGT dénoncent régulièrement la mauvaise qualité du dialogue social en région. Mais quand il s'agit d'imposer leurs règles sur la gestion des œuvres sociales, ils n'ont pas d'état d'âme et ne laissent aucune place pour des débats constructifs avec les élu(e)s des autres organisations syndicales. Un tract préparé par leurs soins **il y a deux semaines** et porté à notre connaissance par inadvertance annonçait en effet déjà ce qui sera voté « majoritairement » en séance aujourd'hui.

- Sans travail préalable de la commission ASC contrairement à l'année précédente !
- Sans aucun élément budgétaire permettant l'assurance d'une programmation viable !
- Sans notices associées pour vérifier les conditions d'accès
- En reconduisant à l'identique des décisions déjà actées l'an passé et qui nous ont conduit à des déséquilibres budgétaires...

Leur(e)s élu(e)s vont même plus loin, s'appropriant l'initiative de dotations votées pourtant de manière unanime chaque année (dotation naissance, dotation enfant en situation de handicap...) ou de prestations en devenir, comme celle à destination de familles monoparentales que nos organisations syndicales portent depuis le début de cette mandature.

Malgré nos alertes déjà posées et qui se sont trouvées confirmées par les faits, CFDT, SNU et CGT maintiennent les voyages et sorties collectives dans les mêmes proportions alors que la pandémie perdure, et sans tenir compte du risque de dépassement important du budget alloué aux dotations agents et enfants du fait de l'évolution de notre structure salariale :

l'arrivée importante en 2020 et 2021 de salariés disposant de ressources faibles a, en effet, un impact financier fort sur les dotations les plus élevées.

CFDT, SNU, CGT poursuivent aujourd'hui leur route idéologique et électoraliste, quitte à vivre « à crédit » car seules les annulations liées au Covid ont permis de camoufler le déséquilibre du budget annuel de 2020.

Tout en refusant de tenir compte de nos propositions, déjà émises à maintes reprises depuis le début de la mandature, à savoir :

- L'octroi d'une dotation minimale agent à tous sans condition et sans nécessité de formalisation de la demande: **Trop juste ? Trop simple ?**
- Se baser sur les revenus de l'agent pour la dotation agent et les revenus du foyer pour la dotation enfant, pour ne pas pénaliser les agents sans enfant malgré le petit rattrapage que permet la pondération d'une ½ part généreusement octroyée: **Trop équitable ?**
- Mettre plus de budget sur la dotation agent pour maintenir son montant à l'avenir: **Trop logique et utile** en période de baisse du pouvoir d'achat ?
- L'attribution du reliquat de 2020 sous forme de forfait : **Trop cohérent** par rapport à ce qui a été attribué en avril par eux-mêmes (60 euros pour tous) et trop conforme à ce que les salariés connaissaient ces dernières années... ?
- L'envoi d'un sondage professionnel comme cela avait été fait en Languedoc Roussillon en 2013 pour connaître enfin ce que **vous** souhaitez réellement, promesse de campagne de la CFDT que nous espérions voir tenue... : **Trop risqué, trop démocratique et trop participatif**, que de vous demander votre avis sur l'utilisation de la bagatelle de 4 millions d'euros ?
- L'engagement de vos représentant(e)s pour aller vers des prestations plus durables et plus respectueuses de l'environnement : **Trop vertueux ?**

L'absence totale de dialogue et l'absence totale de respect des salarié(e)s que nous représentons sur cette thématique nous amène à prendre une décision inédite aujourd'hui : Nous laisserons, en effet, aux représentants de la CFTD, du SNU et de la CGT la responsabilité pleine et entière des décisions qu'ils nous imposent et qu'ils vous imposent.

Nous ne participerons donc pas aux votes de ce jour sur les ASC 2022.

Nous le faisons à regret, car ce sujet nous tient bien évidemment à cœur. Nous y avons beaucoup réfléchi car la politique de la chaise vide n'est pas dans nos habitudes. Mais il est important voire indispensable, que nous marquions par ce geste notre désaccord avec la ligne désormais tracée d'une majorité qui ne tient pas ses engagements en matière de concertation et refuse toute discussion visant à infléchir son propre positionnement.

Le 28 octobre 2021